jour où l'Assemblée nationale en aura ordonné autrement.

Des braves et des cris de *Vive la république!* ont suivi cette lecture, que M. Larabit et quelques autres représentants ont accueilli de leur côté par cet autre cri : *Pas de proscription!*

Ce second incident, dans lequel M. de Lamartine avait peut-être eu le tort de voir une corrélation avec un coup de feu tiré contre le général Thomas, s'est terminé au milieu d'un tumulte et d'une agitation extrême.

— Paris, qui avait été tranquille toute la matinée a commencé à midi à être dans une grande agitation. Une affluence considérable de curieux s'est portée vers une heure aux abords de l'Assemblée, dans l'espoir, disait-on, de voir passer Louis Bonaparte, espérance qui a été déçue, car le nouveau représentant n'assistait pas à la séance.

Le rappel a été battu à deux heures dans toutes les légions. Des forces imposantes avaient été disposées autour de l'Assemblée, et toutes les issues, à grandes distances, étaient gardées. La place Louis XV était remplie de nombreux attroupements. Des cris de *vive Napoléon!* *vive l'empereur!* sont partis de quelques groupes. Les journaux, les placards, les biographies en faveur de Bonaparte étaient répandus avec profusion.

Des hommes à cheval et en voiture parcouraient les principaux quartiers de Paris en répandant des imprimés et criant : *« Vive Napoléon! »* Des groupes nombreux stationnaient dans tous les carrefours; presque toute la population était descendue dans la rue.

La garde nationale cherchait à dissiper les groupes, lorsque des cris de *bas Clément Thomas!* se sont fait entendre. À ce moment le commandant supérieur a fait exécuter une charge dans le but de dégager la place, que la garde nationale a entièrement occupée.

Le général Négrier allait et venait au milieu des troupes qui gardaient l'Assemblée. À trois heures et demie, le général Cavaignac et le général Négrier, à la tête d'un escadron, ont fait évacuer le peuple qui était massé sur le pont de la Concorde depuis ce matin, et qui faisait entendre ces cris : *« Vive Napoléon! vive Barbès! »*

Le chef de la police avait fait mander de très-bonne heure les commissaires les plus intelligents de Paris pour veiller à l'ordre public et à la protection de l'Assemblée nationale.

La police de sûreté était sur pied. La force militaire, de son côté, était des plus imposantes.

À cinq heures et demi, trois coups de feu partis des groupes ont été tirés, l'un sur M. Clément Thomas, l'autre sur un officier de la ligne, et le troisième sur un garde national qui a été grièvement blessé. On assure qu'une charge de cavalerie a été immédiatement exécutée par un détachement de dragons.

Ce soir, on bat de nouveau le rappel. De nombreux rassemblements ont lieu sur plusieurs points de Paris. On est, au reste, animé par l'attitude de la force armée.

Au milieu des nombreux rassemblements qui se pressaient aujourd'hui autour de la chambre des représentants, on a remar-

qué un assez grand nombre d'ouvriers des ateliers nationaux; quelques-uns d'entre eux paraissent avoir de l'argent plein leurs poches; ils frappent dessus en criant : *« En voilà de l'argent! Qui en veut? »* N'était-ce qu'une plaisanterie?

— On a arrêté cette après-midi beaucoup d'hommes ivres, qui, après avoir brisé les caisses de plusieurs tambours de la garde nationale, poussaient le cri de : *Vive Napoléon!*

On a arrêté vendredi, dans la soirée, à la hauteur de la rue Saint-Denis, un ouvrier menuisier, revêtu d'une vaste blouse grise dans laquelle était cachée une somme importante, 400 fr. en or nouvellement frappé. On suppose que cet homme était chargé de distribuer cet or aux hommes qu'on voulait gagner à l'émeute.

Le même soir, à la hauteur de la Porte-Saint-Denis, on a arrêté deux représentants du peuple, les citoyens Michot (du Loiret), demeurant passage de l'Industrie, et Fourmentin (du Pas-de-Calais.)

PARIS, le 13.—Un journal rapporte qu'une tentative ridicule a eu lieu le 11 au matin, pour délivrer les prisonniers de Vincennes et qu'elle a échoué. Hier au soir on a arrêté beaucoup d'hommes ivres qui après avoir crié : *vive Napoléon!* brisaient les caisses des tambours. Presque tous ces hommes étaient nantis d'argent. Hier, des fenêtres d'une maison on jetait des petits papiers portant les mots : *« Bas la république, vive la régence! »* L'instruction judiciaire se poursuit activement contre les individus arrêtés hier, et avant-hier, le 10 et le 11, dans les attroupements, et qui sont au nombre de 950, et en grande partie armés.

—Le comité de l'instruction publique se compose de 62 membres. Nous avons peu de confiance dans l'efficacité des comités composés de tant de membres. Nous regrettons surtout que parmi ces membres, il n'y ait pas un plus grand nombre d'hommes qui se soient par métier, par goût, occupés de l'enseignement et qui l'aient pratiqué dans tous les degrés.

—Le pouvoir exécutif a ordonné de mettre à exécution la loi contre les publications immorales et obscènes qui se multiplient et se répandent avec une audace et une impunité scandaleuses.

—M. de Chateaubriand est en pleine convalescence.

—Parmi les individus arrêtés à la suite des troubles du 11 et du 12, se trouvent deux attachés de l'ambassade d'Angleterre et une anglaise déguisée en homme.

—Les troubles continuent dans les départements; on y travaille les populations en faveur de Louis Napoléon.

—Le roi de Danemark et le roi de Suède ont eu une entrevue à Malmaison.

—Le gouvernement prussien va contracter un emprunt.

—La Russie fait des préparatifs de guerre considérables. On assure qu'ils dépassent ceux faits par cette puissance en 1812 contre Napoléon.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 12.

M. Lamartine présente un décret pour faire exécuter contre Louis-Napoléon Bonaparte la loi de 1832, jusqu'au jour où l'Assemblée nationale en aura ordonné autrement.

Des braves universels accueillent ce décret au sujet duquel s'élève une discussion entre MM. Lamartine, Pierre Bonaparte, Napoléon Bonaparte, Larabit et Beaumont.

Nous accusons réception du Rapport sur le mode de fournir d'eau pure la cité de Québec, fait pour le conseil de cette cité par ordre de GEORGE OKILL STUART, Ecr., Maire de Québec. Ce rapport écrit en

anglais forme un pamphlet 8 vo. de 92 pages avec plans et devis statistiques. Nous prions son Honneur, le Maire Québec de vouloir accepter nos remerciements pour l'envoi qu'il a eu l'obligeance de nous faire de ce document dont nous ferons part à nos lecteurs.

Messieurs J. & O. Crémazie ont eu l'obligeance de nous communiquer les extraits suivants des lettres reçues de leurs correspondants de Paris :

« Paris, le 14 juin 1848.
Au moment où j'écris ces lignes le rappel se fait entendre; il faut encore que la garde nationale prenne les armes; il s'agit du prince Louis Napoléon Bonaparte élu représentant du peuple et que l'Assemblée nationale refuserait de recevoir. Ceci n'est, je l'espère, qu'une échauffourée, mais comme il y en a de huit en huit jours, les affaires se traitent et ne reprennent pas, malgré le besoin et aussi le désir de la majorité : Espérons! »

« Paris, le 14 juin 1848.
Notre position n'a pas changé matériellement, c'est-à-dire que les affaires sont toujours fort difficiles vu la rareté de l'argent et l'absence totale de confiance. Mais moralement, nous sommes moins mal. La terreur a cessé, on ose maintenant dire sa façon de penser sur les gouvernements et sur le peuple souverain (les ouvriers). »

Le correspondant parisien du *Courier des États Unis*, écrit à la date du 1er du courant, que le duc de Bordeaux était à Paris depuis plusieurs jours. Nos journaux français jusqu'au 8 de ce mois inclusivement n'en disent pas un mot non plus que de l'arrestation du prince de Joinville et de la présence du duc d'Aumale à Paris.

MONTRÉAL.—La corporation de cette cité a présenté une requête à son Excellence demandant à ce que le lac St. Pierre soit creusé de 16 pieds.

Il paraît que les juges de Montréal n'ont pas voulu reconnaître le droit de préséance accordé à M. le juge Bédard par sa commission. En conséquence de ce refus, ce monsieur n'a pas pris son siège sur le Banc à l'ouverture du *Terni* qui a eu lieu samedi. M. le juge Bédard a, dit-on, référé cette question au procureur-général.

NOUVEAU BRUNSWICK.—Une assemblée a été convoquée par le maire de St. Jean pour pétitionner contre le rappel des lois qui régissent la navigation.

L'exploration du chemin de fer à travers l'isthme, de St. Jean à Shédiac se poursuit avec succès.

MARTINIQUE.—Les nègres ont mis le feu dans divers quartiers de la ville de St. Pierre et tué plusieurs personnes. La continuation régnait parmi les blancs. Plusieurs familles ont quitté l'île.

PORTO RICO.—Les nègres se sont insurgés à Porto-Rico (Guyane) : un grand nombre de personnes ont perdu la vie.

YUCATAN.—Les sauvages ont violé le traité aussitôt après l'avoir conclu. Ils continuent leurs ravages, mettent à mort tous les habitants qu'ils rencontrent.

Arrivée des Exilés.—Les cinq dernières victimes des derniers troubles viennent d'arriver à Montréal. Ces martyrs politiques ont enfin touché le sol de leur patrie après une absence de 10 ans. Ce sont MM. C. G. Bouc, Jos. Guimont, David Bourbonnais, J.-B. Trudel et Et.